

Dans les têtes des Balkans

Radioscopie des opinions des habitants des Balkans occidentaux sur leurs pays et sur l'Union européenne

• Introduction

La guerre en Ukraine a réactivé la perspective d'entrée dans l'Union européenne de ce pays mais aussi des États balkaniques officiellement ou potentiellement candidats. La Macédoine du Nord a le statut de pays candidat depuis 2005, le Monténégro depuis 2010, la Serbie depuis 2012, l'Albanie depuis 2014, la Bosnie-Herzégovine depuis 2022 ; à ces pays ayant manifesté le désir d'adhésion s'ajoute le Kosovo.

La présente analyse vise à faire le point sur l'état des opinions publiques dans ces pays vis-à-vis de l'UE. Il repose sur les résultats des enquêtes Eurobaromètre Standard semestrielles menées pour la Commission européenne¹ (1).

I • Regards des Balkans sur leurs propres situations

Quelques indicateurs permettent d'apprécier l'état dans toutes ses nuances de l'opinion dans les pays balkaniques inclus dans la dernière enquête de la Commission.

I PERCEPTIONS DE LA SITUATION ACTUELLE

Les perceptions par les citoyens de la situation générale de leur pays apparaissent très contrastées, entre des visions très majoritairement positives au Kosovo, légèrement positives au Monténégro, plus grises en Albanie, mais clairement négatives en Serbie et plus encore en Macédoine du Nord et en Bosnie-Herzégovine.

¹ Observations relevées depuis 2012 pour la Serbie, le Monténégro et la Macédoine du Nord ; depuis 2014 pour l'Albanie ; depuis 2021 pour la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo. Jusqu'en 2019 ces enquêtes ont été menées au printemps et à l'automne de chaque année, ensuite les interviews ont été essentiellement réalisées au début de l'été et au début de l'hiver.



Photo de Anastasia Krutova sur Unsplash

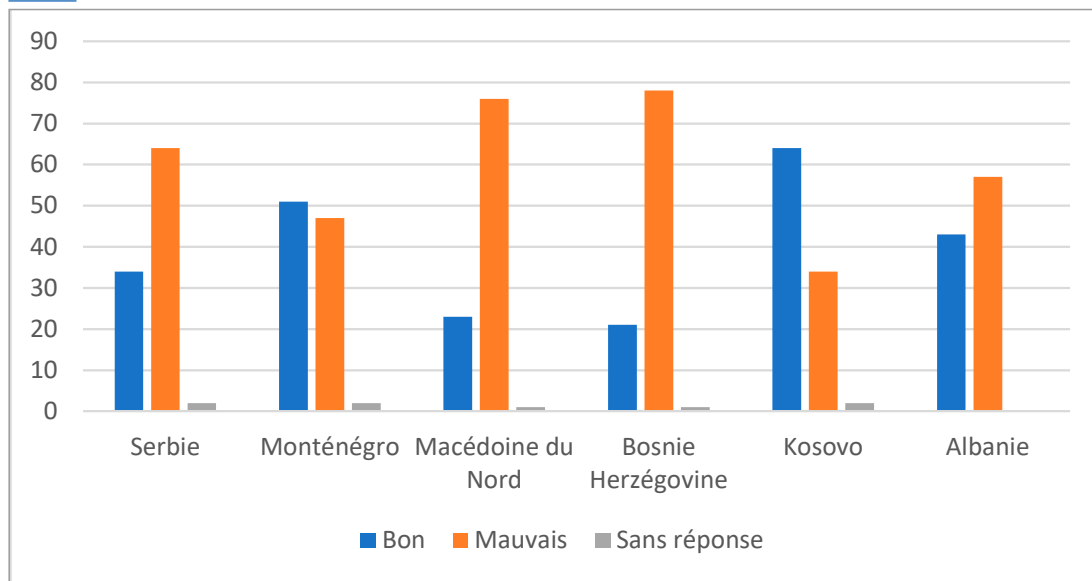
DÉMOCRATIE &
CITOYENNETÉ

DÉCRYPTAGE
JUIN 2023

#balkans
#crise
#opinion

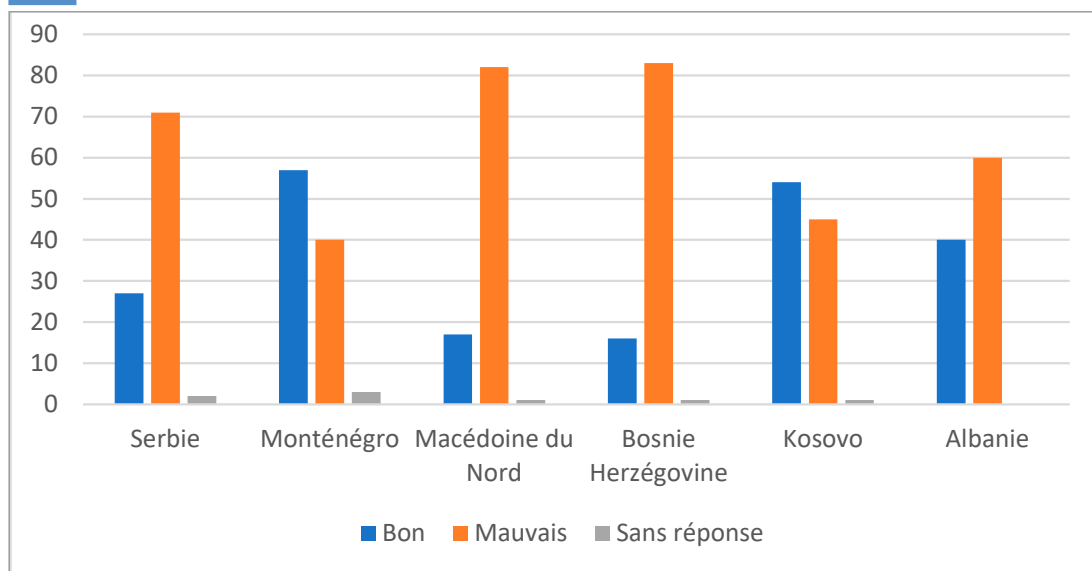
Daniel Debomy
Conseiller Opinions
publiques à l'Institut
Jacques Delors,
Directeur d'OPTeM

Graphique 1. Perceptions de la situation générale du pays



Les jugements sur l'économie du pays sont relativement similaires, un peu plus pessimistes, sauf au Monténégro.

Graphique 2. Opinions sur l'état de l'économie nationale (en %)



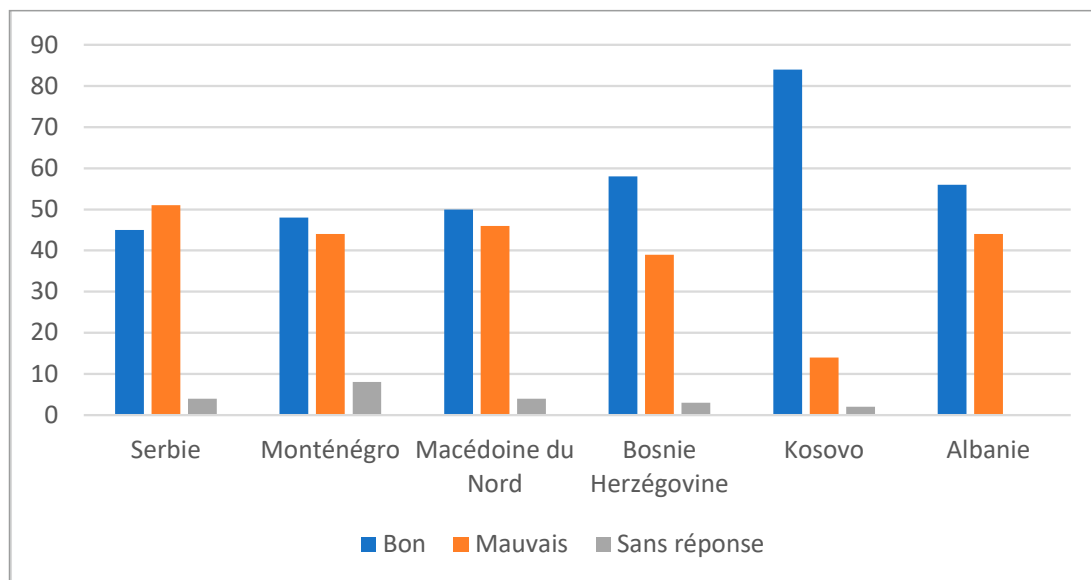
La même question était posée sur l'appréciation de la situation de l'économie dans l'UE. À l'exception du Monténégro (légère majorité relative à 49%, contre 44%) **on pense que cette situation est – de beaucoup – meilleure que celle de son pays : elle est jugée bonne à 75% et 78% respectivement au Kosovo et en Albanie, à 55% (contre 42%) en Bosnie-Herzégovine, 54% (contre 34%) en Macédoine du Nord ; en Serbie les avis sont partagés, mais les opinions favorables dépassent quand même de vingt points (47%, contre 44%) celles qui concernent l'économie nationale.**

Quant à **la situation financière de leur foyer**, les personnes interviewées tendent à l'évaluer **plus favorablement** (sauf au Monténégro), ayant probablement l'impression de réussir à tirer relativement mieux leur épingle du jeu à titre personnel (phénomène qu'on observe aussi dans la moyenne des États membres de l'Union européenne). Les Kosovars se caractérisent ici par des appréciations très favorables, suivis des Albanais et des Bosniens, beaucoup plus positifs eux aussi, à titre personnel, que quand ils considèrent leur pays, ainsi d'ail-

leurs que les Macédoniens - qui, comme les Monténégrins ont des avis un peu plus positifs que négatifs. En Serbie, une légère

majorité penche au contraire du côté d'une perception négative.

Graphique 3. Appréciations de la situation financière du foyer (en %)



I PROBLÈMES AUXQUELS IL FAUT FAIRE FACE

dans plusieurs pays.

Les personnes interrogées étaient appelées à indiquer, parmi une liste d'une quinzaine de problèmes auxquels leur pays doit faire face, les deux problèmes qu'elles considèrent comme les plus importants.

Dans tous les pays des Balkans étudiés, la hausse des prix arrive en tête des préoccupations (ou l'inflation, ou le coût de la vie) : très nettement en Serbie, en Macédoine du Nord, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo (autour de 50% de l'ensemble des mentions), moins au Monténégro et en Albanie (autour d'un tiers).

Par ailleurs, **l'insécurité** est citée à plus de 20% en Macédoine du Nord et en Bosnie-Herzégovine, entre 10% et 20% en Serbie, au Monténégro et en Albanie ; **l'immigration** est par ailleurs source de préoccupation notamment citée entre 10% et 20% en Serbie, en Macédoine du Nord, au Kosovo et en Albanie.

D'autres problèmes de nature économique et sociale arrivent ensuite : la **situation économique du pays** (autour de 30% des réponses en Macédoine du Nord, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo et en Albanie, de 20% au Monténégro) ; le **chômage** (une mention sur trois au Kosovo, une sur quatre en Bosnie-Herzégovine, une sur cinq au Monténégro et en Macédoine du Nord, entre 10% et 15% dans les autres pays) ; la **dette publique** citée notamment en Macédoine, en Albanie (entre 15% et 20%) et en Serbie (12%). **La santé et le système éducatif** sont cités aussi de façon relativement notable (10% ou plus)

Relativement peu nombreux dans les réponses, malgré leur actualité dans le contexte du conflit en Ukraine, sont la situation internationale, mentionnée notamment en Serbie (par plus de 20%), puis au Monténégro et en Albanie (entre 12% et 15%), moins fréquemment ailleurs ; et l'approvisionnement en énergie (par 10% environ des Serbes, des Monténégrins et des Albanais).

Les autres items proposés dans le libellé de la question sont peu évoqués parmi les deux problèmes les plus importants (les impôts, le logement, le terrorisme, ainsi que les questions de l'environnement et du climat...).

Une question similaire était posée sur les problèmes auxquels les interviewés ont à faire face eux-mêmes (avec une liste de réponses possibles partiellement commune). **La hausse des prix est encore davantage le**

premier problème cité (à 40% et 45% respectivement au Monténégro et en Albanie ; de l'ordre de 50% en Macédoine du Nord et au Kosovo ; à près de 60% en Bosnie-Herzégovine et même 65% en Serbie). **Il s'y ajoute ensuite également des préoccupations économiques et sociales** : la situation économique (autour de 15% en Serbie, de 20% dans les autres pays et même près de 30% au Kosovo) ; la situation financière du ménage (de l'ordre de 20% en Serbie, en Macédoine du Nord et en Albanie, entre 10% et 15% dans les autres pays) ; les conditions de vie (citées partout entre 10% et 20%) ; les conditions de travail (entre 10 et 15% en général, moins au Monténégro et en Macédoine du Nord) ; les retraites/pensions (entre 10% et 20% des citations en Bosnie-Herzégovine et en Albanie) ; le chômage (entre 12% et 20% au Monténégro, en Macédoine du Nord, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo) ; la santé (autour de 15%) ; etc.

Peu mentionnés en réponse à cette question sont le système éducatif, le logement, les impôts, l'immigration, le terrorisme, et aussi l'environnement et le changement climatique, qui passent au deuxième plan derrière les préoccupations plus pressantes évoquées précédemment.

Ces résultats ne sont pas fondamentalement différents de ceux qu'on enregistre en moyenne dans les États membres de l'UE – où on cite toutefois plutôt moins la situation économique en général ou le chômage,

mais davantage encore la hausse des prix ou l'approvisionnement énergétique. Les questions environnementales apparaissent aussi un peu plus directement présentes à l'esprit dans les pays de l'UE.

II • Expressions des sentiments d'européanité

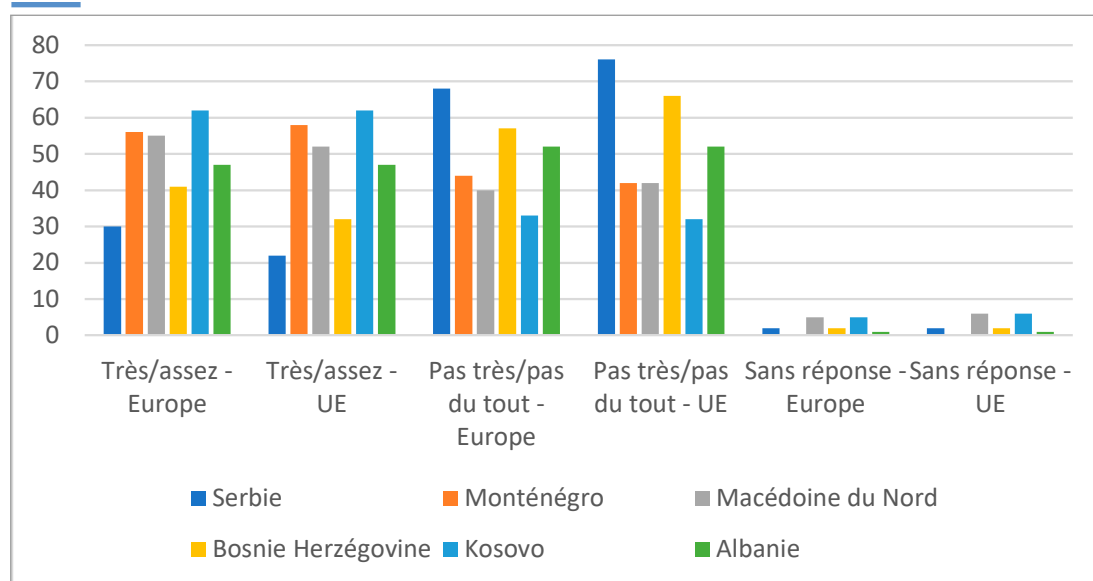
I ATTACHEMENT À L'EUROPE ET À L'UE

Dans quelle mesure les interviewés se sentent attachés à l'Europe est l'objet d'une question posée régulièrement dans les enquêtes Eurobaromètre – qui mesurent de la même manière l'attachement déclaré à l'UE.

Les Serbes professent un très faible attachement à l'Europe ; cet attachement est minoritaire aussi en Bosnie-Herzégovine et en Albanie (mais dans des proportions sensiblement moindres), au contraire du Monténégro, de la Macédoine du Nord et du Kosovo.

Les scores respectifs d'attachement à l'Europe et à l'UE sont très proches, voire identiques dans quatre des pays étudiés. **Les Serbes font exception en se déclarant encore nettement moins attachés à l'UE, ainsi que les Bosniens** (mais en l'occurrence principalement ceux de la République Serbe de Bosnie, dont les opinions recourent exactement celles qu'on observe en Serbie).

Graphique 4. Attachement à l'Europe et à l'UE (en %)



Notons, par comparaison, les réponses correspondantes dans les deux anciennes républiques yougoslaves maintenant membres de l'UE : **attachement à l'UE de 59% des Croates** (contre 39%) et de **62% des Slovènes** (contre 37%) – scores très proches de la moyenne communautaire (61% contre 37%).

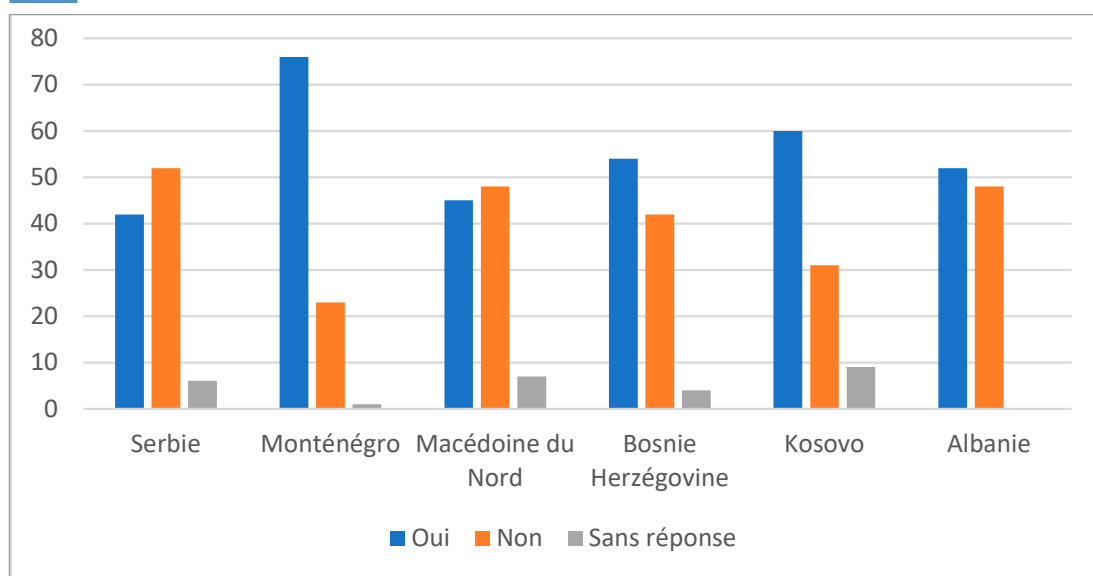
I SENTIMENTS DE PROXIMITÉ AVEC LES EUROPÉENS DE L'UE

Ces sentiments peuvent être évalués dans les réponses à une question dans laquelle on

demande aux interviewés s'ils estiment que leurs compatriotes ont ou non beaucoup en commun avec les habitants des pays de l'UE.

Les Serbes sont ceux qui se sentent le moins proches des habitants de l'UE. Les Monténégrins affichent à l'inverse très largement leur proximité, suivis des Kosovars et des citoyens de Bosnie-Herzégovine (sans différence sensible ici entre les deux parties du pays) ; en Albanie ils sont un peu plus nombreux à le faire qu'à montrer l'attitude inverse ; en Macédoine du Nord, un peu moins nombreux.

Graphique 5. Proximité ressentie avec les Européens de l'UE (en %)



I IMPRESSIONS D'ÊTRE BIEN OU MAL INFORMÉS SUR L'UNION EUROPÉENNE

De tous les ex-Yougoslaves, les Serbes sont ceux qui estiment le moins que leurs concitoyens sont bien informés sur l'UE : à 38% contre 62%. Les Bosniens (40%) et les Macédoniens (44%) sont un peu plus positifs à cet égard, les Kosovars (52% contre 43%) et surtout les Monténégrins (63%) beaucoup plus. En Albanie, on enregistre le score le plus faible (28% et 21%).

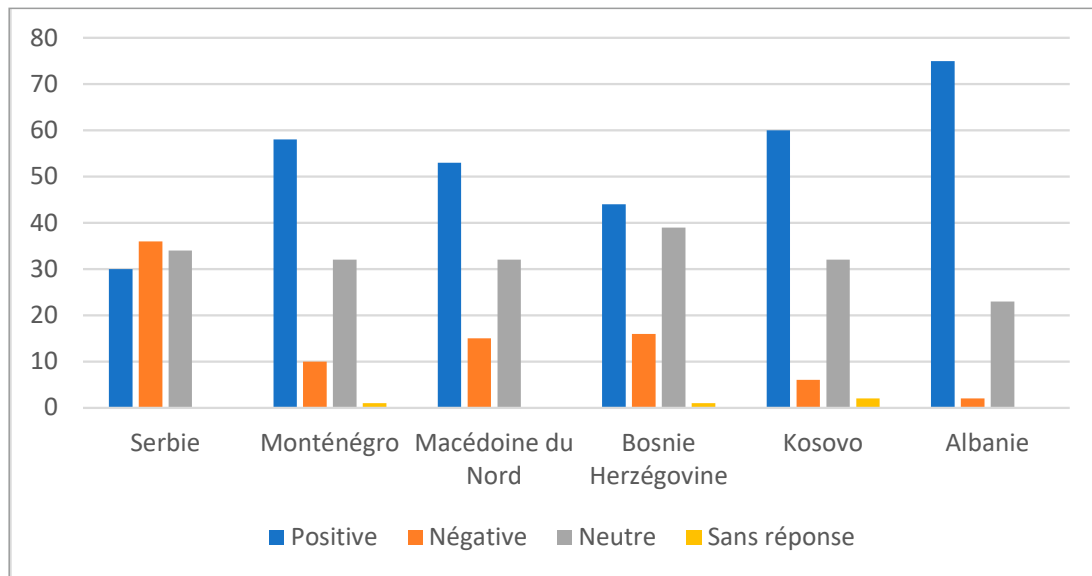
En ce qui concerne le degré d'information que l'on estime avoir soi-même sur l'UE, il est généralement plus élevé – sauf au Kosovo. Ce degré se situe entre 44% et 47% dans les territoires ex-yougoslaves, à l'exception du Monténégro où une forte majorité se juge bien informée (68%). Comme pour la question précédente, les Albanais (38%) ferment la marche.

III • Des perceptions contrastées de l'Union européenne

I IMAGE DE L'UE

Les Serbes se caractérisent par la faiblesse des avis positifs (30% seulement, contre 36% négatifs et 34% neutres), au contraire des images positives qui l'emportent ailleurs : dominantes en Albanie, tout à fait majoritaires au Kosovo, au Monténégro et en Macédoine du Nord, plus positives que négatives aussi en Bosnie-Herzégovine (nettement, à 49% contre 11%, dans la Fédération croato-musulmane, mais moins, à 35% contre 28%, dans la République serbe de Bosnie).

Graphique 6. Images positives, négatives ou neutres (en %)



Pour comparaison, les scores moyens chez les citoyens des États membres sont de 45% d'image positive contre 18% (avec 36% de réponses neutres et 1% de non-réponses). Dans les pays anciennement yougoslaves voisins, on relève des scores de 45%, contre 13% en Croatie, et de 40%, contre 18% en Slovénie. **A l'exception des Serbes, ceux des pays des Balkans apparaissent porter un regard plus favorable sur l'UE** (ou au moins aussi favorable pour les Bosniens).

I ÉLÉMENTS DE PERCEPTION DE L'UE

Une question portait sur ce que l'UE représente aux yeux des interviewés, à qui on soumettait une liste d'une quinzaine d'items. Là aussi il est intéressant de comparer les principales réponses données à celles des citoyens de l'UE.

La liberté de circulation et d'installation, objet des réponses les plus nombreuses dans les États membres (à 50%), l'est aussi dans les pays balkaniques étudiés : entre 35% et 50% dans quatre d'entre eux, davantage en Albanie (56%), moins au Monténégro (25% – mais c'est quand même l'item le plus cité dans ce pays où les réponses sont globalement moins nombreuses). Plus que dans les États membres sont choisis des éléments positifs de nature économique et sociale : **prospérité économique** (19% dans les États membres, un peu plus au Monténégro et au Kosovo, nettement plus en Serbie (27%) et davantage encore en Macédoine du Nord,

en Bosnie Herzégovine (plus de 30%) et en Albanie (plus de 50%) ; **qualité de vie future** (20% dans les États membres, légèrement moins au Monténégro, mais davantage en Serbie et au Kosovo (25% ou un peu au-dessus), en Macédoine du Nord et en Bosnie-Herzégovine (de l'ordre de 30%) et en Albanie (50%) ; **protection sociale** (12% chez les citoyens de l'UE, pourcentages supérieurs en Serbie et au Monténégro (près de 20%) et plus encore en Albanie (35%), comparables aux scores de l'UE ailleurs – l'euro (32% dans les États membres) étant logiquement moins cité dans les pays balkaniques.

Moins choisis par les interviewés des pays balkaniques que par ceux de l'UE sont les valeurs de paix, de démocratie sauf en Albanie, de diversité culturelle, ainsi que l'idée d'une voix plus forte dans le monde (sauf là encore en Albanie). Par ailleurs des items d'image négative tels que bureaucratie ou gaspillage d'argent sont moins présents à l'esprit que dans les États membres, de même que l'insuffisance des contrôles aux frontières extérieures ou l'augmentation de la criminalité – sauf en Serbie pour ce dernier élément. On note enfin **en Serbie le score important de l'idée de perte d'identité nationale** (29% contre 12% en moyenne dans les États membres et des pourcentages du même ordre ailleurs, voire inférieurs au Monténégro et au Kosovo).

Les réponses à une autre question, portant sur les résultats les plus positifs de l'UE, confirment la valorisation particulière par les citoyens des pays étudiés de **la libre circulation** (item de loin le plus choisi – comme dans les États membres d'ailleurs) et **des résultats en matière économique et sociale** (allant du pouvoir économique de l'UE au niveau de protection sociale, incluant santé, éducation, retraites...): domaines pour lesquels les taux de réponse dans chacun des pays balkaniques étudiés dépassent les taux moyens correspondants dans l'UE.

Une double question était par ailleurs posée sur **le thème des valeurs**: d'abord, les interviewés étaient appelés à désigner les trois qui comptent le plus pour eux parmi une liste proposée de treize valeurs; puis ils devaient choisir les trois qui représentent le mieux l'UE à leurs yeux.

Ici aussi on peut se référer aux réponses moyennes données de leur côté par les citoyens de l'UE, mettant en avant quatre valeurs qui comptent le plus: la paix, suivie des droits de l'homme, du respect de la vie humaine et de la démocratie; ensuite viennent, avec des scores nettement plus faibles, les libertés individuelles, l'égalité, la solidarité, l'état de droit, la tolérance, le respect de la planète, le respect des autres cultures, l'épanouissement personnel et, très peu citée, la religion. **Ceux des pays balkaniques n'apparaissent pas foncièrement différents**: ces valeurs y figurent également souvent parmi les quatre qui sont le plus choisies dans ces pays. En Serbie et au Monténégro, la démocratie est remplacée dans le quatuor de tête par les libertés individuelles, en Macédoine du Nord et au Kosovo par l'état de droit, en Bosnie-Herzégovine par l'égalité; en Albanie, les quatre valeurs les plus citées sont les droits de l'homme, la démocratie, les libertés individuelles et l'état de droit (le respect de la vie humaine venant peu après).

La comparaison des scores obtenus dans la deuxième question par rapport à la première peut mettre en évidence des faiblesses perçues de l'UE; celles-ci se font jour dans les pays de l'UE eux-mêmes sur certains aspects (notamment le respect de la vie humaine), mais elles sont plus marquantes dans des pays des Balkans. Relativement limités

au Monténégro, au Kosovo et en Albanie, plus sensibles en Macédoine du Nord et en Bosnie-Herzégovine, elles apparaissent particulièrement nettes en Serbie notamment pour ce qui est de la paix, du respect de la vie humaine ou des libertés individuelles (considérées comme importantes respectivement par 47%, 33% et 33% des interviewés, ces valeurs ne sont attribuées à l'UE que par 24%, 13% et 16% d'entre eux).

Ce panorama des perceptions de l'UE peut être complété par les réponses à une question, non posée dans le dernier Eurobaromètre Standard, mais incluse dans le précédent à l'été 2022: on y évaluait l'adéquation, selon les interviewés, de **l'Union européenne** avec une série de qualificatifs.

Qu'elle soit « moderne » n'est guère contesté: partout cette idée est acceptée à plus de 70% (et plus de 80% au Kosovo, 90% en Albanie). Elle est aussi **« tournée vers l'avenir »** pour six Serbes et Albanais sur dix, sept Monténégrins, Macédoniens et Bosniens sur dix, et huit Kosovars sur dix.

Qu'elle soit « démocratique » est majoritairement reconnu: par environ six personnes sur dix en Serbie et en Macédoine du Nord, sept sur dix au Monténégro et en Bosnie-Herzégovine, et plus de huit sur dix au Kosovo et en Albanie. Le fonctionnement de la démocratie dans l'UE est d'ailleurs jugé positivement à de larges ou très larges majorités dans cinq des six pays étudiés (à 58% en Bosnie-Herzégovine, 68% au Monténégro, 69% en Macédoine du Nord, 74% en Albanie, 77% au Kosovo; ce n'est pas le cas en Serbie (45%, contre 50% de réponses négatives).

On observe que les réponses à la même question posée à propos du fonctionnement de la démocratie au plan national sont relativement proches des précédentes, quelques points plus bas, au Monténégro, au Kosovo et en Serbie; elles sont beaucoup plus défavorables en Macédoine du Nord (43% de réponses positives), en Albanie (46%) et davantage encore en Bosnie-Herzégovine (26%).

Par ailleurs, **l'UE est considérée comme « protectrice » dans cinq pays** par des majorités plus ou moins fortes: modeste mais

réelle en Macédoine du Nord (54%, contre 41%), beaucoup plus nettes au Monténégro, en Bosnie-Herzégovine et en Albanie (de l'ordre des deux tiers) et plus encore au Kosovo (huit interviewés sur dix) – mais les Serbes sont exactement aussi nombreux à refuser à l'UE cette qualité qu'à lui reconnaître.

Est-elle « capable de réaction rapide en temps de crise » ? Oui dans les cinq mêmes pays : à une assez faible majorité pour les Macédoniens (51%, contre 42%), à 60% pour les Bosniens, 65% pour les Monténégrins, 63% pour les Albanais et 80% pour les Kosovars – mais là aussi les avis des Serbes sont partagés également entre approbation et désapprobation.

L'UE, enfin, est-elle « unie » ? Oui majoritairement pour les Macédoniens qui le pensent à 56% contre 38%, les Monténégrins, les Bosniens et les Albanais avec des scores situés entre 60% et 65%, les Kosovars à 80%, sauf pour les Serbes qui sont minoritaires à le croire (42%, contre 49%)

On peut ajouter que l'influence internationale de l'UE est considérée partout comme

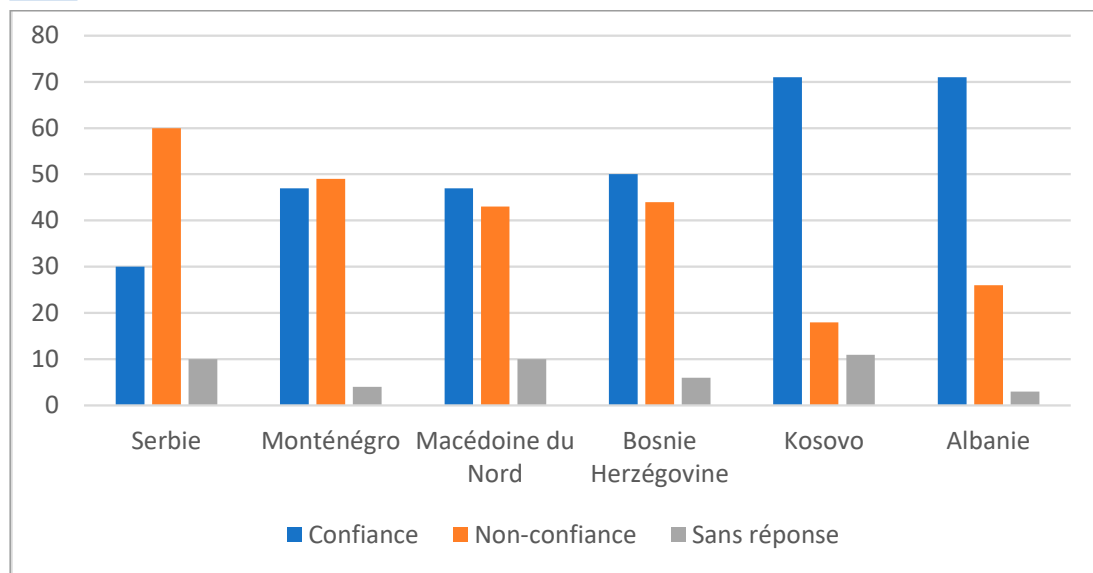
réelle, dans des proportions variables toutefois : deux interviewés sur trois pensent que la voix européenne compte dans le monde en Macédoine du Nord et en Bosnie-Herzégovine, et plus des trois quarts au Monténégro, et au Kosovo et en Albanie. Là aussi décalés par rapport aux autres peuples, les Serbes l'admettent cependant majoritairement (56%).

IV • Une meilleure confiance dans l'UE que dans son pays

I DIVERS DEGRÉS DE CONFIANCE EXPRIMÉS

Alors que les Serbes se montrent très majoritairement défiants envers l'UE (30% de confiance exprimée contre 60%), les Monténégrins apparaissent partagés, comme les Macédoniens. L'opinion moyenne en Bosnie-Herzégovine est légèrement plus favorable que défavorable, mais ce n'est pas du tout le cas chez les Serbes de Bosnie (très proche des citoyens de la Serbie, à 34% contre 61%). La confiance est en revanche très majoritaire (plus de 70%) au Kosovo et en Albanie.

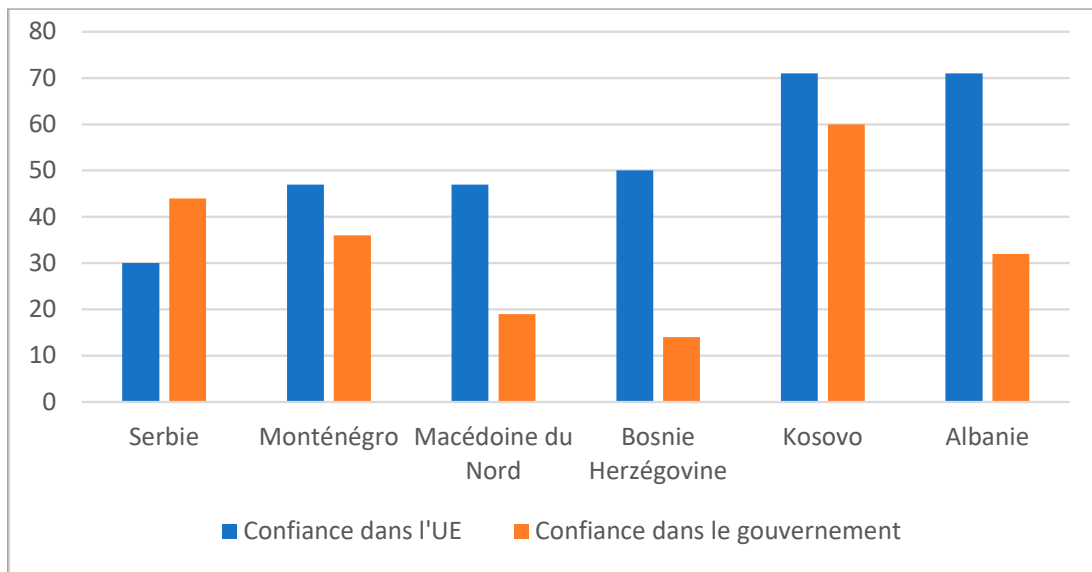
Graphique 7. Confiance dans l'UE (en %)



Pour référence, le score moyen de confiance dans l'Union européenne (avec de grands écarts entre États membres) est de 47% contre 45%. Chez les voisins les plus proches, il est meilleur en Croatie (52% contre 42%), mais moins bon en Slovénie (40% contre 53%).

On peut mettre en regard de ces scores, le degré de confiance affichée dans le gouvernement du pays.

Graphique 8. Confiance dans le gouvernement (en %)



Sauf en Serbie (où la confiance en le gouvernement, à 44% contre 51%, n'est toutefois pas majoritaire), les appréciations portées sur l'UE sont plus favorables et souvent de beaucoup que celles qui concernent le gouvernement national (*celui-ci n'est réellement considéré positivement qu'au Kosovo*). C'est là un phénomène qu'on observe aussi dans de nombreux pays de l'UE (faveur au gouvernement en moyenne de 32%, 15 points sous le score relatif à l'UE).

Un autre élément de comparaison intéressant est la confiance exprimée envers l'OTAN. Proche de zéro en Serbie (6% contre 87%) elle est un peu minoritaire (entre 40% et 44%), et en dessous de celle qui s'affiche pour l'UE, au Monténégro, en Macédoine du Nord et en Bosnie-Herzégovine (où l'écart entre Croato-musulmans et Serbes est considérable : 61% pour les premiers, 15% pour les seconds). Elle est en revanche très forte en Albanie (73%) et plus encore au Kosovo, où elle dépasse même celle qui s'applique à l'UE (89%).

I DIRECTION PRISE DANS L'UE

Les choses vont-elles, d'une manière générale, dans la bonne direction dans l'Union européenne ? Un interviewé serbe sur trois seulement le pense (34% contre 53% « dans la mauvaise direction », 4% de « ni l'une ni l'autre » et 9% de non-réponses), un peu moins d'un Bosnien sur deux (42% contre 46% – mais seulement 30% contre 60%

des Serbes de Bosnie), et d'assez nettes majorités relatives de Monténégrins (48% contre 40%) et de Macédoniens (48% contre 33%). Comme pour d'autres indicateurs, les Kosovars (64% contre 17%) et les Albanais (71% contre 21%) se distinguent par des visions très favorables.

Ces visions sont plus favorables que celles qui prévalent en moyenne dans l'esprit des citoyens de l'UE, où 33% considèrent que l'on va dans la bonne direction, contre 52%.

La même question posée sur la direction des choses au plan national entraîne des réponses très contrastées. En Serbie, les jugements sont un peu plus favorables qu'à propos de l'UE (mais quand même très minoritaires, à 38% contre 53%) ; au Monténégro ils le sont nettement plus (56% contre 34%), alors que dans les autres pays ils le sont beaucoup moins : si au Kosovo (48% contre 39%) et en Albanie (44% contre 52%) les points de vue sont relativement équilibrés, ce n'est pas le cas en Macédoine du Nord et en Bosnie-Herzégovine (« bonne direction » pour seulement 18% et 13% respectivement).

I OPINIONS SUR LE FUTUR DE L'UE

Ces résultats ne sont pas disponibles dans la dernière enquête Eurobaromètre de la Commission ; mais on peut faire état de ceux de l'enquête réalisée au début de l'été précédent : les deux tiers des Monténégrins, des Macédoniens et des Bosniens s'y

déclaraient optimistes à cet égard, les trois quarts des Albanais et cinq Kosovars sur six ; mais les Serbes étaient minoritaires dans ce cas (45% contre 55%).

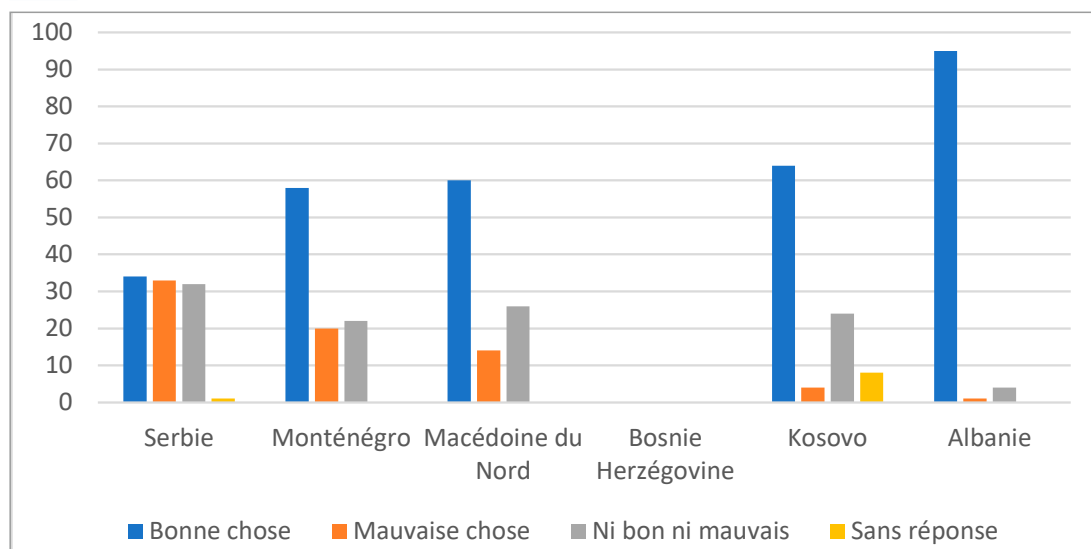
États des Balkans étudiés (unanimement en Albanie), sauf en Serbie où les avis sont très partagés.

V . Attentes concernant l'adhésion à l'UE

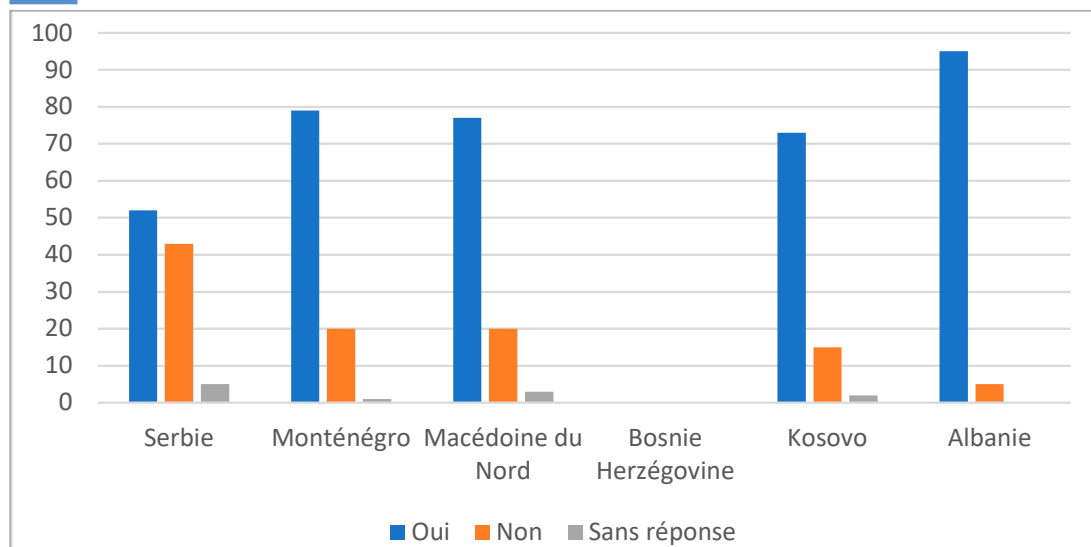
Le bien-fondé de l'appartenance à l'UE est très majoritairement reconnu dans les

Cependant, même dans ce pays, une majorité considère qu'il en tirerait bénéfice – idée qui est massivement approuvée ailleurs. (NB : résultats non disponibles pour la Bosnie-Herzégovine ; et pour le Kosovo, formulation partiellement différente des deux questions)

Graphique 9. L'appartenance à l'UE serait-elle une bonne chose, une mauvaise chose, ou une chose ni bonne ni mauvaise ? (en %)



Graphique 10. Le pays bénéficierait-il de l'appartenance à l'UE ? (en %)



On peut noter, à côté de ces résultats, les réponses données à une question posée dans le dernier Eurobaromètre Standard, sur l'accord ou le désaccord avec « une Commu-

nauté politique européenne qui rassemble les dirigeants des pays du continent européen, qu'ils soient membres de l'UE ou non » : accord très majoritaire de l'ordre de 70% au

Monténégro, de 60% en Macédoine du Nord, en Albanie et en Bosnie-Herzégovine, de 54% (contre 10%) au Kosovo, mais majorité relative seulement en Serbie, à 46% contre 39% (ainsi d'ailleurs que chez les Serbes de Bosnie avec des pourcentages voisins).

VI • Les réponses à la guerre en Ukraine diversement appréciées

I IMPACT DU CONFLIT UKRAINIEN

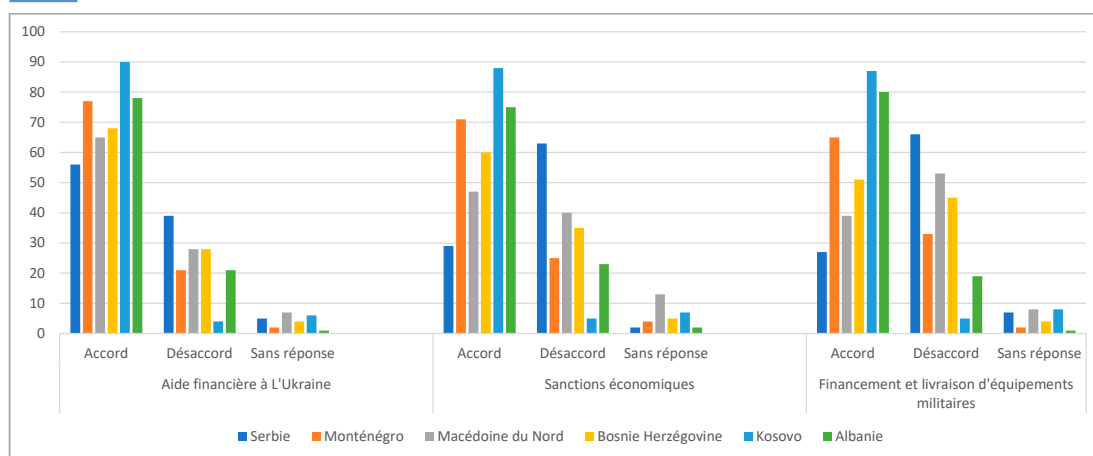
Les personnes interrogées étaient invitées à dire si, selon elles, cette guerre a de graves conséquences pour l'économie de leur pays : **il y a accord très majoritaire sur ce point dans tous les pays étudiés, dans des proportions allant des trois quarts (en Serbie et en Albanie) à quatre sur cinq au Monténégro, en Macédoine du Nord et en Bosnie-Herzégovine, et même plus de neuf sur dix au Kosovo.**

La même question posée aux interviewés sur l'existence de graves conséquences pour eux-mêmes entraîne les mêmes résultats en Albanie, des réponses un peu moins nombreuses quoique toujours très majoritaires au Monténégro, en Macédoine du Nord (trois quarts des répondants), en Bosnie-Herzégovine (deux tiers) et au Kosovo (près de neuf sur dix), mais une majorité nettement moins forte de réponses en Serbie (56%, contre 40%).

I APPRÉCIATIONS CONTRASTÉES SUR LES SANCTIONS EUROPÉENNES

Deux propositions sont approuvées à la quasi-unanimité des citoyens des six pays balkaniques : l'apport d'aide humanitaire aux personnes affectées par la guerre et l'accueil dans l'UE de ceux qui la fuient (accord de huit à neuf sur dix des répondants).

Graphique 11. Les réponses sont beaucoup plus contrastées à propos d'autres mesures prises par l'UE (en %)



Les Monténégrins, les Kosovars et les Albanais approuvent très majoritairement les différentes mesures prises par l'UE, et les Bosniens moins largement pour ce qui est des sanctions économiques et surtout des fournitures militaires, pour lesquelles on constate un clivage très profond entre les citoyens de la Fédération croato-musulmane (accord respectivement à 78% et 67%) et ceux de la République serbe de Bosnie (accord très minoritaire, respectivement à 27% contre 68%, et à 23% contre 72%).

Les Macédoniens, pour la plupart, expriment leur accord pour la fourniture d'aide finan-

cière à l'Ukraine, mais sont partagés quant aux sanctions économiques à l'encontre du gouvernement, d'entreprises ou de particuliers russes (majorité relative en faveur de cette disposition), et sont plus nombreux à s'opposer à la fourniture d'équipements militaires qu'à l'approuver.

Enfin les Serbes, plutôt (mais moins nettement qu'ailleurs) favorables à une aide financière, se montrent fortement opposés à la fois aux sanctions économiques à l'encontre de la Russie et aux fournitures militaires à l'Ukraine.

VII • Les attitudes envers l'UE dans le temps et par pays

Ces évolutions peuvent être retracées en considérant quatre indicateurs de base (image de l'Union européenne, confiance en l'UE, attitudes relatives à l'appartenance, bénéfice escompté pour le pays), dont nous avons relevé les valeurs dans les vagues d'enquête successives depuis une décennie.

I SERBIE

Au début de 2012 – année où la Serbie a été admise officiellement comme pays candidat – **l'image de l'UE** était bonne pour 42% des interviewés, contre 22% (rappelons l'existence d'une réponse intermédiaire « neutre »). Ce score a légèrement fluctué en restant proche de 40% (sauf un affaïssement vers 35% entre fin 2015 et début 2017) jusqu'en 2018. Il a baissé ensuite graduellement jusqu'à l'hiver 2021 (31%), a regagné 6 points un an plus tard, avant une rechute à l'été 2022 (28%) et à l'hiver 2023 (30%) ; **pour la première fois dans ces deux dernières vagues, les images négatives l'emportent (de 6 à 7 points) sur les images positives.**

La confiance en l'UE, mesurée au printemps 2012 à 37%, contre 53%, a fluctué autour de ce niveau jusqu'en 2014 (notons un creux en 2012-2013), a connu une brève embellie au printemps 2015 (quasi-égalité à 43% contre 42%) avant de rechuter par à-coups, tombant à 26% contre 60% à l'été 2020 puis restant **autour de 30% jusqu'à la dernière vague d'enquête (30% contre 60%).**

L'appartenance à l'UE a été l'objet, de 2012 au début de 2022, de jugements qui ont un peu fluctué. Les opinions favorables ont été en moyenne de 39%, une quinzaine de points au-dessus des avis défavorables (les réponses « ni bonne ni mauvaise chose » étant le fait d'environ 30% des interviewés) ; quelques pointes ont été observées au-delà de 42% (43% à l'automne 2017, 44% à l'automne 2019) et quelques creux sous les 36% (35% à l'automne 2012 et à l'hiver 2021, 32% – contre 31% – à l'automne 2016) ; mais on ne note guère de tendance d'évolution de fond pendant cette période, sinon peut-être une très légère amélioration dans les cinq dernières années par rapport aux cinq premières. En revanche, **les deux dernières**

vagues d'enquête ont vu s'affaïsser les soutiens à l'appartenance à l'UE, maintenant contrebalancés par des oppositions aussi nombreuses (31% contre 31% à l'été 2022, 34% contre 33% au début de 2023).

Le bénéfice perçu de l'appartenance à l'UE a évolué dans des proportions plus larges depuis un point de départ de 49% contre 31% au printemps 2012 : avec d'abord un affaïssement puis une montée sensible vers un niveau proche de 60% entre le printemps 2014 et l'automne 2015, une baisse vers un étiage à 43% (avec 42% d'avis défavorables) à l'automne 2016 mais une remontée un an plus tard vers un niveau de l'ordre de 60% dans la plupart des mesures effectuées jusqu'au début de 2022. **Depuis un an, le score des perceptions positives du bénéfice de l'appartenance a perdu une dizaine de points, en restant toutefois au-dessus de 50%** (50% contre 45% à l'été 2022, 52% contre 43% au début de 2023).

I MONTÉNÉGRO

L'image de l'UE, au début de 2012, était positive pour 47% des interviewés, négative pour 14%. Elle est restée assez stable jusqu'en 2018 : en moyenne positive à 48% (avec deux pics au printemps de 2016 et de 2018 et deux points bas à ceux de 2013 et de 2017), et négative à 15%. Elle a ensuite nettement **progressé à partir de 2019** pour dépasser 60% de score favorable dans quatre des six vagues suivantes (67% à l'hiver 2022) **puis fléchi dans les deux dernières vagues d'enquête tout en présentant un bilan encore largement positif** (58% d'image positive contre 10% à la fin de la période).

La confiance en l'UE, au début de la période équilibrée par la position inverse (47% contre 47%) a fluctué jusqu'au printemps 2018 avec de scores compris entre 40% et 50% (un peu plus au printemps 2016, à l'automne 2017 et au printemps 2018), et des soldes généralement largement positifs (une exception à l'automne 2013). **Depuis cinq ans, bien que le pourcentage de confiants soit resté dans l'ensemble le même (sauf chute marquée à 33% à l'été 2021), la montée du nombre de défiants a amené le plus souvent à un équilibre ou même à un solde négatif ; dans la dernière mesure du début de 2023 on comptait 47% de confiants, contre 49%.**

En même temps, dans toutes les mesures qui ont été effectuées, les partisans de l'appartenance à l'UE l'ont emporté sur ceux qui y verraient une mauvaise chose, et cela largement, malgré des variations assez marquées de leur nombre. Entre 2012 et 2016, ils étaient de l'ordre de 50%, avant une baisse peu au-dessus de 40% pendant trois vagues d'enquête, une remontée forte quoiqu'en dents de scie vers les 70% (et même 75% à l'hiver 2021), puis un certain repli laissant quand même 67% d'avis favorables au début de 2022 – avant **une baisse sensible à 55% dans la vague de l'été puis 58% dans celle de l'hiver 2023**. Notons cependant que pendant toute cette période les opposants à l'adhésion à l'UE n'ont que très rarement dépassé la proportion de 20% (28% à l'été 2020, 29% à celui de 2022).

Quant au fait de savoir si le pays bénéficierait de l'appartenance, ceux qui le pensent ont représenté en moyenne un peu plus de 60% des citoyens interrogés entre 2012 et 2017 (contre 20% à 30%) : leur nombre a ensuite sensiblement augmenté à partir de 2019, dépassant (largement) ou au moins approchant 70% dans la plupart des enquêtes ultérieures, culminant même à 82% à l'hiver 2021 ; un léger fléchissement à l'été 2022 (65%) a été « rattrapé » au début de 2023 (79% contre 20%).

I MACÉDOINE DU NORD

Durant les dix dernières années jusqu'à l'hiver 2022, l'image de l'UE a été constamment jugée positive par une majorité absolue de Macédoniens : 60% ou proche de ce score dans les trois premières vagues d'enquête examinées ici à partir du printemps de 2012, un peu au-dessus de 50% dans les trois vagues suivantes, puis une remontée entre 55% et 60% jusqu'à l'automne de 2017 ; ensuite une alternance de scores proches de 50% ou de 60% pendant deux ans ; une remontée autour de 60% avant **une chute à 46% à l'été 2022, compensée en partie par un regain à 53% au début de 2023**. Ceux qui ont de l'UE une image négative n'ont pratiquement jamais atteint 20%, sauf à l'été 2022 (15% au début de 2023) – les images « neutres » étant celles d'un quart à un tiers des interviewés selon la période.

Le score de confiance dans l'UE, partant de 51% (contre 41%) au printemps 2012, est resté proche de 50% jusqu'en 2015 (hormis une pointe à 60% au printemps 2015). Il s'est ensuite situé à un niveau plus élevé, de 55% à 60% en moyenne, jusqu'à l'été 2021 (à noter entre temps un pic à 63% à l'automne 2018 et un creux à 51% à l'automne 2019). Les deux vagues d'enquête suivantes ont vu la confiance chuter jusqu'à 39% à l'été 2022 – seul cas de confiance minoritaire pendant toute la période (55% d'absence de confiance) ; et un rétablissement partiel intervenu à l'hiver 2023 n'a ramené qu'une majorité relative de confiants (47% contre 43%).

Les jugements sur la perspective de l'appartenance à l'UE, considérée comme une bonne chose à 62% (contre 11%) au printemps 2012, ont perdu un peu de leur force au cours des quatre années suivantes, tout en restant favorables au-dessus de 50%, avant une remontée vers les 60% et au-delà, amorcée en 2016 et poursuivie jusqu'au début de 2022. **L'été 2022 voyait le nombre des partisans de l'adhésion chuter à 50%, mais ce nombre est remonté à 60% dans la dernière vague d'enquête**. Notons que les opposants n'ont jamais atteint les 20% au cours des douze années prises en compte.

Que le pays bénéficie de son appartenance à l'UE est depuis le départ une idée largement approuvée : jamais à moins de 60%, et généralement plus près de 70% à partir de 2015, puis de 80% à partir de 2020 – sauf un léger fléchissement à 72% à l'été 2022, rattrapé en partie au début de 2023 (77% contre 20%).

I BOSNIE-HERZÉGOVINE

La Bosnie-Herzégovine a été incluse dans les enquêtes Eurobaromètre à partir de l'hiver 2021 (sans toutefois de données concernant l'appartenance à l'UE et le bénéfice que le pays en retirerait).

Les trois premières vagues d'enquête ont mis en évidence **une image de l'UE positive pour 50% environ** des citoyens interrogés, **contre 10% en moyenne** (et de l'ordre de 40% de réponses « neutres »). **Ce pourcentage a baissé de 5 à 6 points dans les deux dernières vagues pour atteindre 44%, contre 16%, au début de 2023**.

La confiance en l'UE, quant à elle, est passée d'un solde confiants-défiants légèrement négatif jusqu'à l'été 2022 à un solde légèrement positif (50% contre 44% au début de 2023).

Il convient de rappeler cependant, les grands écarts qui existent entre les deux parties du pays.

I KOSOVO

Les données sont disponibles là aussi depuis l'hiver 2021.

L'image de l'UE, positive à 51% contre 8% alors, s'est améliorée d'une dizaine de points pour atteindre 60%, contre 6%, au début de 2023.

La confiance en l'UE a très fortement progressé dans le même temps : de 52% (contre 34%) à 71% (contre 18%) au début de 2023, en passant par des scores de l'ordre de 60 à 65%.

Les opinions relatives à l'appartenance à l'UE n'ont été mesurées que dans la dernière vague d'enquête : **bonne chose pour 64%**, mauvaise chose pour 4% (ni bonne ni mauvaise pour 24%). Il en est allé de même pour **le bénéfice qu'en retirerait le pays, reconnu à 73%**, contre 15%.

I ALBANIE

L'image de l'UE, mesurée depuis l'automne 2014, est restée constamment très positive : jusqu'à l'automne 2019 entre 70% et 80%, voire même au-dessus de 85% en 2018. Elle a subi un repli à 67%, puis 60%, pendant les deux vagues d'enquête suivantes, pour retrouver le niveau antérieur ensuite (75% à l'hiver 2023, contre 2%) ; tout au long de cette période le score d'image négative n'a jamais dépassé 7%, et rarement même 3%.

La confiance dans l'UE, initialement de 59% contre 18%, s'est située entre 60% et 65% entre 2015 et le printemps 2017, puis aux alentours de 70% à 75% jusqu'en 2019. Après un creux à 62% puis 55% pendant deux vagues d'enquête, elle **a retrouvé ses meilleurs niveaux, autour de 70% : 71% au début de 2023, contre 26%.**

L'appartenance à l'UE n'a cessé d'être considérée comme une bonne chose par une majorité écrasante d'Albanais : plus de 75% dès les premières mesures, plus de 80% dans celles qui ont suivi, culminant à 95% au début de 2023 (les avis contraires ayant rarement dépassé 3%).

Que le pays en retirerait bénéfice a été aussi une opinion partagée à la quasi-unanimité : 90% environ de l'automne 2014 au printemps 2017, et à plus de 90% depuis (98%, contre 1%, à l'hiver 2023).

• Conclusions : La Serbie et les autres

Les pays objets de cette analyse sont, à l'évidence, tout sauf un ensemble homogène. En paraphrasant un propos célèbre, appliqué en d'autres temps à d'autres lieux, et en en renversant la formulation, ne partons pas vers les Balkans compliqués avec des idées simples. Ces pays voisins, ayant connu une histoire commune et ayant encore appartenu dans un passé récent (pour ceux de l'ex-Yougoslavie) à une même entité étatique, se montrent très différents l'un de l'autre dans les attitudes à l'égard de l'Union européenne.

L'un d'entre eux, particulièrement important eu égard à son poids dans cette région, la Serbie, apparaît au travers des opinions exprimées par ses citoyens particulièrement défiant et rétif à l'UE : faible proximité affective, image bien grise, confiance très minoritaire, visions maussades de son avenir. En outre on y relève une vive opposition aux mesures les plus saillantes prises par l'UE à l'encontre de la Russie dans le cadre du conflit ukrainien : sanctions économiques et fourniture d'équipements militaires (bien que Belgrade fournisse indirectement des munitions à l'Ukraine). On retrouve là les signes à la fois d'une rancœur persistante antioccidentale et d'une russophilie manifestes pour tout visiteur de Belgrade. L'examen de l'évolution des indicateurs disponibles depuis l'accession en 2012 au statut de pays candidat montre une certaine érosion de l'image et de la confiance dans l'UE, sans toutefois de tendance lourde dans un sens ou l'autre pendant l'essentiel de cette période pour ce qui est de la perspective d'appartenance

ou du bénéficiaire qui en serait retiré ; mais les deux dernières vagues d'enquête – coïncidant avec la mise en œuvre des sanctions européennes – ont vu s'affaiblir sensiblement une eurofaveur déjà bien médiocre.

Le Monténégro, lié à la Serbie jusqu'au référendum d'indépendance de 2006, a au contraire clairement pris un virage pro-européen visible dans pratiquement tous les indicateurs pris en compte ici (sans compter son adoption comme monnaie de l'euro après celle, de facto, du Deutsche Mark précédemment). Réputés plutôt russophiles naguère, les Monténégrins sont de ceux qui soutiennent le plus fortement les mesures de l'UE à l'encontre de la Russie bien qu'on note aussi un fléchissement depuis un an des opinions favorables à l'Union.

Les Macédoniens se montrent favorables dans l'ensemble à l'UE mais plutôt moins proches affectivement – du fait peut-être d'un éloignement géographique plus grand, de moindres contacts avec des ressortissants de l'UE que dans le Monténégro devenu très touristique et plus prospère économiquement, de réserves aussi sans doute dues aux difficiles relations avec la Grèce et la Bulgarie.

En Bosnie-Herzégovine des opinions en moyenne relativement proches de celles-ci cachent en réalité un clivage profond entre les Serbes de Bosnie dont les positions sont largement alignées sur celles des citoyens de la Serbie, **et les ressortissants de la Fédération croato-musulmane** (majoritaires) beaucoup plus favorables.

Les Kosovars, quant à eux, se montrent très favorables et confiants – sans aucun doute conscients de la contribution décisive européenne, et plus largement occidentale, à leur indépendance (même si elle n'est pas encore reconnue formellement par cinq États membres de l'UE) et à leur sécurité (ce facteur est sans doute présent aussi dans l'esprit des Bosniens Croates et Musulmans).

Ils sont rejoints dans leur eurofaveur par les Albanais, pourtant psychologiquement plus lointains. Dans ces deux pays, le soutien aux actions de l'UE dans le conflit en Ukraine est massif.

En dépit de ces différences, les citoyens de ces six pays s'accordent dans l'ensemble sur les principaux problèmes auxquels leur pays et eux-mêmes ont actuellement à faire face, avant tout la hausse des prix et d'autres préoccupations de nature économique et sociale – préoccupations dominantes aussi dans l'UE. **Egalement assez communes, et peu différentes de ce qu'on observe dans l'UE, sont les perceptions de l'Union et de ses principaux résultats** – dont au premier chef la liberté de circulation et ses réalisations en matière économique et sociale. On relève aussi une **assez grande proximité dans l'appréhension des valeurs de l'UE et de certains de ses traits d'image positifs** (les Serbes étant parfois en retrait sur ce plan comme sur d'autres).

Dans ce contexte, **le bien-fondé de l'adhésion à l'UE est très majoritairement reconnu** dans les États balkaniques étudiés, **sauf en Serbie où les avis sont très partagés** – mais même dans ce pays une majorité (faible il est vrai, et en recul depuis un an) considère qu'il en tirerait bénéfice.

Globalement, lorsqu'on considère les évolutions sur une longue période (et en dehors d'éventuels accidents de parcours tout récents) on ne constate pas dans les pays les plus anciennement candidats de fléchissement sensible de ces deux indicateurs : **les attentes d'Union européenne ne semblent pas avoir souffert de lassitude**. Bien sûr, on ne saurait toutefois parier sur la persistance de cet état de choses dans le contexte actuel si on ne trouvait pas de solution pour arrimer à l'UE ces pays avant qu'une pleine adhésion promise il y a 20 ans devienne possible. • •

Directeur de la publication : Sébastien Maillard •
La reproduction en totalité ou par extraits de cette
contribution est autorisée à la double condition de ne
pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source •
Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité
de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne
saurait être rendu responsable de l'utilisation par un
tiers de cette contribution • Version originale • Édition :
Anne-Julia Manaranche • © Institut Jacques Delors

Institut Jacques Delors

Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken
18 rue de Londres 75009 Paris, France • www.delorsinstitute.eu
T +33 (0)1 44 58 97 97 • info@delorsinstitute.eu



Ce projet reçoit des financements du programme
Citizens, Equality, Rights and Values Programme (CERV)
de la Commission européenne sous le numéro Project
101104850 – IJD 2023.